

Comme le disait l'autre jour un homme d'Etat français distingué, la guerre est aujourd'hui tout aussi imminente qu'elle l'était avant août 1914. Je tiens à insister autant que possible sur l'insuffisance du crédit actuel. Je crois que le Gouvernement devrait au moins conserver les unités qu'il possède aujourd'hui telles qu'elles étaient auparavant.

Il y a actuellement quarante jeunes gens qui reçoivent leur préparation au collège naval d'Halifax. Ils auront obtenu leur grade dans deux ans, mais qu'en ferez-vous? Que deviendront aussi les quarante qui ont passés à la flotte? Que deviendra le collègue lui-même? Je voudrais que l'on continue le collège et que l'on conserve la flotte telle qu'elle, du moins jusqu'à la prochaine conférence impériale. Vous parlez d'économies, mais nous aurons, plus tard, à payer en millions notre folie d'économie sur ce crédit. On verra alors que ce n'était pas de l'économie du tout.

Le Gouvernement dira peut-être au comité qui il a consulté pour arrêter cette ligne de conduite. A-t-il consulté l'amirauté britannique? A-t-il consulté ses propres experts? Dans ce cas, où sont les rapports écrits? Qui a été cause qu'on a recommandé de réduire ce crédit de 2 millions et demi? Je ne vois pas comment il se fait que ce soit justement le ministère de la Défense qui est choisi pour essayer des réductions de 40 à 50 p. 100. Cette politique est-elle honorable ou même justifiable? Allons-nous reculer de cent cinquante ans et redevenir à notre état de colonie de la Couronne pour dépendre de l'armée et de la flotte de la mère patrie aux moments de danger? Allons-nous encore vivre aux crochets des contribuables anglais? Alors c'est une position bien humiliante pour notre pays, étant donné surtout ce qu'il a fait durant la grande guerre.

La Nouvelle-Zélande et l'Australie ont coordonné leurs politiques navales et elles ont aujourd'hui de véritables et puissantes flottes au lieu de quelques chalutiers. Suivant l'exemple de ces Dominions, je crois que nous ferions bien de demander au gouvernement britannique de faire préparer un rapport sur la flotte du Canada par lord Beatty, amiral de la flotte, afin que ce rapport soit prêt pour la prochaine conférence impériale.

La politique adoptée par le Gouvernement me désappointe beaucoup car s'il avait continué sa politique d'organiser la flotte nous pourrions obtenir des résultats tangibles. On a dit que, comme empire, nous sommes sortis de la mer et que nous ne

pouvons exister sans elle. La mer est à Dieu qui l'a faite. Comme nous le savons tous, la Grande-Bretagne est avant tout une nation maritime et je pense qu'on me concédera qu'avec ses 6,000 milles de littoral sur le Pacifique et l'Atlantique le Canada devrait être aussi, comme il l'est du reste considérablement, un pays maritime. Le Canada tient la tête en ce qui regarde le canotage, le yacht, la pêche et l'exploitation forestière, mais quels avantages le Gouvernement se propose-t-il de donner à nos jeunes gens qui excellent dans les sports aquatiques afin qu'ils puissent devenir de bons marins, sur qui, durant la paix comme pendant la guerre, le pays pourrait compter pour former les équipages, soit de sa marine marchande, soit de ses escadres? Tout ce qu'on peut leur donner, tous les ans, c'est une quinzaine de jours de préparation dans les salles d'exercices ou arsenaux du pays. C'est une ligne de conduite que je ne puis accepter car elle ne peut nous servir à rien. J'irai jusqu'à dire que ces marins d'eau douce, jeunes gens préparés en trois semaines, auront le mal de mer à leur premier voyage sur l'océan et que la plupart ne sauront pas même nager une brasse. En voilà des marins pour former l'équipage de la magnifique flotte du premier lord de l'amirauté!

La semaine dernière, l'honorable député de l'Assiniboine (M. Gould) a dit que la prochaine guerre se ferait dans les nuages. Je ne suis pas de cet avis et je crois que la prochaine guerre se fera sur terre. Mais il me semble que le premier lord de l'amirauté canadienne est d'avis que la prochaine guerre aura lieu entre les poissons des eaux souterraines. Cette magnifique marine de carton qu'on doit entretenir au taux de 17 cents par tête ne sera qu'une farce en ce qui touche la défense effective de nos côtes, mais elle pourra, néanmoins, maintenir quelques poissons dans l'ordre.

Le premier ministre a dit que le Gouvernement était prêt à continuer la politique navale inaugurée en 1910 par sir Wilfrid Laurier.

Le parti libéral, cette année-là, proposa une motion, par voie d'amendement, contrecarrant le projet naval du cabinet Borden. Cette motion était ainsi conçue:

La Chambre regrette d'apprendre que le Gouvernement a l'intention d'ajourner indéfiniment l'adoption d'une politique navale permanente;

Elle est d'avis que des mesures devraient être prises au cours de la présente session pour mettre à exécution avec vigueur et promptitude la politique navale permanente adoptée dans la loi de 1910 sur le service naval, conformément à la déclaration approuvée à l'unanimité par la Chambre en mars 1909.